



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/IG

**Arrêté préfectoral imposant à la SCEA DUTERTRE des
prescriptions complémentaires pour la poursuite
d'exploitation de son élevage de poules pondeuses à PITGAM
en réponse à la demande de la cour administrative d'appel de
DOUAI dans le cadre d'une procédure contentieuse**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 421-1 et suivants, L. 425-1, L. 425-14, R. 421-1 et R. 423-57 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 avril 2018 accordant à la SCEA DUTERTRE l'autorisation d'exploiter un atelier de poules pondeuses de 106 938 emplacements volailles à PITGAM ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2019 délivré à la SCEA DUTERTRE en vue d'exploiter un atelier de poules pondeuses de 106 938 emplacements volailles à PITGAM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2024 portant délégation de signature monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le délibéré n° 22DA00252 après l'audience publique du 7 décembre 2023 rendu public le 21 décembre 2023 par la cour administrative d'appel de DOUAI ;

Vu le porter à connaissance déposé en préfecture du Nord le 12 août 2024 par la SCEA DUTERTRE dont le siège social est situé au 57 rue du 43^{ème} Ricca sur la commune de PITGAM (59284), en réponse au délibéré n° 22DA00252 après l'audience publique du 7 décembre 2023 rendu public le 21 décembre 2023 par la cour administrative d'appel de DOUAI ;

Vu le rapport du 30 août 2024 de l'inspection de l'inspection des installations classées analysant les éléments du porter à connaissance susvisé transmis le 12 août 2024 ;

Vu le projet d'arrêté complémentaire transmis à l'exploitant par courriel du 14 octobre 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant à la suite de la transmission du projet d'arrêté susvisé par courriel du 15 octobre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté modifié et validé par l'exploitant par courriel du 15 octobre 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. les changements de l'installation de séchage de fientes sont mineurs et n'ont concerné que la modification du positionnement des plaques en partie basse visant à réduire la production de poussière et à remédier à une malfaçon liée à l'installation initiale ;
2. l'étude de suivi environnemental des teneurs en particules fines réalisées sur le site de la SCEA DUTERTRE du 17 avril au 1^{er} mai 2024 complétant l'étude d'impact ;
3. les conclusions de cette étude précisent que l'impact de l'activité du site sur les mesures de concentration des particules est limité et considéré comme mineur, à savoir 12 726 kg/an pour les particules totales en suspension (TSP) et également 12 726 kg/an pour les particules fines (PM10), ce qui est inférieur au seuil de déclaration annuelle obligatoire fixé à 100 000 kg/an pour les TSP et 50 000 kg/an pour les PM10 ;
4. les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation prises par l'exploitant afin de limiter la production de poussières ;
5. selon le point 87 du délibéré n° 22DA00252 de la cour administrative d'appel de DOUAI après l'audience publique du 7 décembre 2023 indique que le vice relevé au point 26 ne justifie pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale, mais est susceptible d'être régularisé par une autorisation modificative prise au vu d'une étude d'impact complétée sur les nuisances susceptibles d'être engendrées par le dispositif de préséchage des effluents d'élevage et sur les mesures nécessaires d'évitement, de réduction ou de compensation de ces nuisances ;
6. selon le point 87 du délibéré n° 22DA00252 de la cour administrative d'appel de DOUAI après l'audience publique du 7 décembre 2023 précise qu'il appartient à l'autorité administrative d'apprécier le caractère précis des éléments nouveaux produits par la pétitionnaire et, le cas échéant, en fonction des incidences nouvelles qui seraient révélées et des mesures additionnelles qui seraient requises, la nécessité d'organiser une nouvelle consultation de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) et du public ;
7. dans la mesure où ces éléments démontrent la très faible incidence du dispositif de séchage, il n'apparaît pas nécessaire d'organiser une nouvelle consultation de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) et du public ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société SCEA DUTERTRE, représentée par monsieur Alexandre DUTERTRE dont le siège social est situé à PITGAM, 57 rue du 43^{ème} Ricca, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2018, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2019 et du présent arrêté, à exploiter un élevage de 106 938 emplacements volailles (poules pondeuses) à la même adresse.

Article 2 – Complément de l'étude d'impact

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté complémentaire, sont disposées, aménagées et exploitées conformément données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant le 12 août 2024. Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables au besoin, aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté.

Article 3 – Aménagements des prescriptions, compléments ou renforcement des prescriptions :

- interdiction d'évacuer les fientes du bâtiment d'élevage les dimanches et jours fériés ;

Article 4 – Mise à l'arrêt définitif

En cas d'arrêt définitif de l'activité, l'exploitant s'engage à remettre en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger.

Les produits dangereux, ainsi que tous les déchets, seront valorisés ou évacués vers des installations autorisées à la gestion des-dits déchets.

Si la destruction, des bâtiments d'élevage, de stockage et des annexes est décidée, les matériaux de démolition seront recyclés et acheminés vers les filières de recyclage reconnues par catégories de matériaux.

Article 5 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 6 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20 003 – 59 039 LILLE Cedex ;

- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques – Grande Arche de la Défense – 92 055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62 039, 59 014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 7 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- aux maires des communes de PITGAM, BROUCKERQUE, DRINCHAM, ERINGHEM, LOOBERGUE et MERCKEGHEM ;
- au directeur départemental de la protection des populations, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- au président de la cour administrative d'appel de DOUAI ;

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de PITGAM et pourra y être consulté ;
un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de PITGAM et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-agricoles-apc-2024>).

Fait à Lille, le **18 OCT. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

